

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle CS 71354
68070 MULHOUSE CEDEX 1

MULHOUSE, le 14/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

VOCO SARL

rue des Tilleuls
68210 Dannemarie

Références : 0006702893_2023_11_08_VOCO_Suivi des échéances
Code AIOT : 0006702893

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement VOCO SARL implanté rue des Tilleuls BP 48 68210 Dannemarie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VOCO SARL
- rue des Tilleuls BP 48 68210 Dannemarie
- Code AIOT : 0006702893
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VOCO est spécialisée dans le tréfilage de fils d'acier ou alliages de différentes qualités, clairs, galvanisés ou cuivrés.

Au titre des ICPE, la société VOCO, sur son site de Dannemarie, est autorisée à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral n°02_2330 du 22 août 2002 ainsi que par l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 26 juin 2005.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Suivi des échéances :

- Vérification de la continuité des contrôles de teneurs en hydrocarbure des eaux pluviales en sortie de séparateurs hydrocarbures ;
- analyse de l'étude transmise par l'exploitant en date du 20 octobre 2017, déterminant le volume des sous-sols tenant lieu de rétention et permettant de recueillir des eaux polluées en cas de sinistre ;

- contrôle des prescriptions réglementaires d'étiquetage concernant les cuves de traitement de surface (cuivrage) ainsi que pour la totalité des produits dangereux stockés à proximité des lignes de production ;
- contrôle des étiquetages sur les déchets dangereux conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Déchets dangereux	Code de l'environnement , article L 541-7-1 modifié par Loi n°2020105 du 10 février 2020 – art.118	Visite d'inspection du 28 mars 2017: Lettre de suites préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Eau	Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 9.3.2	Visite d'inspection du 28 mars 2017: Lettre de suite préfectorale
2	Eau	Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 9.2.4	Visite d'inspection du 28 mars 2017: Lettre de suite préfectorale
3	Conception générale	Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 15.7	Visite d'inspection du 28 mars 2017: Lettre de suites préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de cette visite est d'examiner les suites apportées aux faits caractérisés comme non-conformes, lors de la visite d'inspection du 28 mars 2017, qui a conduit à une lettre de suite préfectorale.

La visite d'inspection a mis en évidence une non-conformité :

- **Point de contrôle N°4 :** incohérence de l'étiquetage des contenants de déchets dangereux présents dans la zone d'attente de prise en charge par traiteur de déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 9.3.2
Thème(s) : Autre, Condition de rejet des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau communal qui rejoint la Lague. Le réseau [...] est équipé de dispositifs décanteurs- déshuileurs [...] permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l.).
Constats : Lors du contrôle initial en date du 28 mars 2017, l'Inspection avait constaté une non-conformité aux conditions d'exploiter concernant l'absence d'analyse de la qualité de l'eau en sortie de séparateurs d'hydrocarbures, afin de s'assurer du respect de la teneur en hydrocarbures totaux

<p>inférieurs à 5mg/l.</p> <p>Afin de démontrer le retour en conformité vis-à-vis des dispositions de la prescription susvisée, l'exploitant a transmis en date du 20 octobre 2017, un rapport d'analyse des eaux issues des deux séparateurs hydrocarbures présents sur le site, effectué par un laboratoire extérieur.</p> <p>Suite à l'analyse de ce document, il a été constaté que celui-ci fait apparaître des résultats de teneur en hydrocarbure de 0.1 mg/l en sortie des deux séparateurs, ce qui est conforme aux dispositions de la prescription contrôlée.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, les constats ont été effectués dans le but de vérifier la continuité des contrôles de la qualité des eaux pluviales en sortie des séparateurs hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a mis à disposition de l'Inspection, le dernier rapport d'analyse, effectué en date du 05 juillet 2022 par un laboratoire extérieur, faisant apparaître des teneurs en hydrocarbure de 0.05 mg/l pour le séparateur coté "magasin" et de 0.14 mg/l pour le séparateur coté "maintenance".</p> <p>De plus, l'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection un devis souscrit pour les prélèvements et analyses pour l'année 2023. L'exploitant a souligné que les prélèvements nécessitant des conditions météorologiques particulières (par temps de pluie), ceux-ci sont prévus pour la fin de l'automne 2023.</p> <p>L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 9.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux polluées d'extinction ou d'un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les installations sont équipées d'un bassin de confinement ou d'un système équivalent permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 900 m³[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial en date du 28 mars 2017, il avait été constaté que le volume de confinement de 900 m³ des eaux polluées en cas de sinistre était susceptible d'être contenu dans les sous-sols des bâtiments (topographie et étanchéité favorable). Cependant l'exploitant ne possédant aucun élément permettant de justifier ce volume de confinement, l'Inspection avait caractérisé les faits comme non conformes.</p> <p>Afin de répondre à la prescription susvisée, l'exploitant a transmis en date du 20 octobre 2017 une étude effectuée par une société extérieure, déterminant le volume des sous-sols tenant lieux de rétention.</p> <p>Après analyse de cette étude, il a été constaté que celle-ci fait apparaître un volume des sous-sols de 1206 m³ pour un volume de 900 m³ demandé.</p> <p>L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conception générale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2002, article 15.7
Thème(s) : Autre, Règles d'exploitation et consignes
Prescription contrôlée :

Toutes substances ou préparations dangereuses entrant ou sortant de l'établissement sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces identifications doivent être clairement apparentes.[...]
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial en date du 28 mars 2017, l'Inspection avait constaté une non conformité aux conditions d'exploiter concernant l'absence d'étiquetage de tous les contenants de produits dangereux présents sur le site.</p> <p>En effet, dans le cadre de ce contrôle, il avait été constaté que l'exploitant procédait à l'affichage des FDS (fiches de données de sécurité) sur la majeure partie des lieux de stockage de produits dangereux aux abords des lignes de production mais pas sur l'intégralité. Au travers des constats précédemment établis, l'Inspection avait demandé de généraliser cet affichage, afin de déterminer avec exactitude les risques liés aux produits, notamment sur les cuves de traitement de surface (cuivrage) ainsi que pour la totalité des produits nocifs stockés à proximité des lignes de production.</p> <p>Dans le cadre des 15 jours de contradictoire du précédent rapport et afin de répondre à la prescription susvisée, l'exploitant s'était engagé au travers de son courrier de réponse en date du 15 juin 2017, à procéder à l'étiquetage (FDS, nom du contenu et pictogrammes de dangers) de l'ensemble des contenants de substances ou préparations dangereuses, stockées à proximité des lignes de production ainsi que sur les cuves de traitement de surface.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, les constats ont été effectués dans le but de vérifier la continuité de son engagement.</p> <p>Il a été constaté au sein des zones précédemment identifiées comme non conformes, que l'exploitant a procédé à un étiquetage complet des différents produits dangereux présents.</p> <p>Au vu des éléments précédemment évoqués, l'inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L 541-7-1
Thème(s) : Risques accidentels, étiquetage sur les emballages ou les contenants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Tout producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou contenants conformément aux règles internationales et européennes en vigueur.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial en date du 28 mars 2017, l'Inspection avait constaté une non-conformité aux conditions d'exploiter concernant l'absence d'étiquetage de tous les contenants de déchets dangereux, notamment sur les conteneurs IBC (intermediat, Bulk, Container) en attente de reprise par un traiteur de déchet.</p> <p>Dans le cadre des 15 jours de contradictoire du précédent rapport et afin de répondre à la prescription susvisée, l'exploitant avait transmis dans son courrier de réponse en date du 15 juin 2017, le bordereau de suivi des déchets attestant l'élimination des déchets incriminés dans la zone d'attente de prise en charge.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, les constats ont été effectués dans le but de vérifier que l'exploitant procède à un étiquetage complet des contenants de déchets dangereux issu de son activité, conformément aux dispositions de la prescription susvisée.</p> <p>Lors du contrôle de la zone de stockage des déchets dangereux en attente de traitement, il a été constaté que les étiquetages (noms et mentions de dangers associés) de la plupart des</p>

contenants, ne correspondent pas aux propriétés dangereuses que constitue ces déchets.

En effet, dans le cadre de élimination des déchets dangereux issus de l'activité du site, l'exploitant reçoit de la part de son prestataire, des IBC possédant un étiquetage de déchets provenant d'autres sites.

Après échange avec l'exploitant, il a été constaté que celui-ci ne modifie pas à la réception, les étiquetages déjà présent sur les conteneurs. De ce fait, la plupart des dénominations ainsi que les propriétés dangereuses inscrites sur les IBC sont incohérentes avec les déchets présents dans ceux-ci.

Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant n'a pas mis en œuvre l'ensemble des actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Observations :

Il convient de considérer que les règles internationales et européennes en vigueur mentionnées dans la prescription contrôlée font référence au Règlement (UE) n° 1357/2014 de la Commission du 18/12/14, remplaçant l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois